

DU PARTI AUTHENTIQUEMENT OUVRIER ET SOCIALISTE?...

*«L'ordre juste de la société et de l'Etat est le devoir essentiel du politique».
(Benoît XVI dans l'Encyclique «Deus caritas est» décembre 2005)*

En 1937, j'ai adhéré aux «Jeunesses Socialistes», autrement dit, à l'organisation de jeunesse de la S.F.I.O. (Section Française de l'Internationale Ouvrière). A la vérité, je dois avouer que j'ai bien failli adhérer aux jeunesses communistes.

Quoiqu'il en soit, comme tous ceux de ma génération, j'ai connu deux partis politiques s'auto-proclamant: partis ouvriers. Il ne m'a pas fallu longtemps pour comprendre que les politiciens de la S.F.I.O. étaient, surtout, avides de pouvoir. Ils ne devaient pas, d'ailleurs, tarder à montrer leur véritable nature en se définissant comme les gérants loyaux de l'économie capitaliste rebaptisée depuis «économie de marché».

Quant au P.C. devenu, par la suite P.C.F., j'ai également très rapidement compris qu'il était, d'abord et avant tout, au service de Staline, le nouveau Tsar de toutes les Russies, ce qui ne l'empêchait pas de s'auto-proclamer comme LE parti de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, de la même manière, les néo-staliniens qui dirigent la C.G.T. parlent, eux aussi, de LA C.G.T. en oubliant qu'en 1947, à l'affirmation de Benoît Frachon: «LA C.G.T. continue», Robert Bothereau, premier secrétaire général de la C.G.T.F.O. avait rétorqué: «Nous continuons la C.G.T.». Mais il est vrai que certains dirigeants de la C.G.T.F.O. se sentaient plus proches de la S.F.I.O. que de la «vieille C.G.T.»! Cependant, «les faits sont têtus», de renoncements en renoncements, les «partis ouvriers» sont devenus des «partis de gauche» dont les programmes et la politique sont parfois plus rétrogrades que ceux des «partis de droite».

Mais voilà qu'aujourd'hui on nous propose la «reconstruction» d'un «authentique parti ouvrier et socialiste». Constatons, tout d'abord, que si les mots ont un sens: vouloir «reconstruire» un parti «authentiquement ouvrier» signifie que ce dernier n'existe pas... dont acte!

Je l'ai déjà dit: personnellement, je ne vois aucun inconvénient à la construction, face à l'état national et international, d'une «représentation politique ouvrière et démocratique». Sans toutefois oublier que nous ne sommes plus en 1905 dans une démocratie parlementaire qui pouvait permettre aux «guesdistes» (cités en modèles par nos modernes reconstructeurs) d'entretenir l'illusion que par l'exercice du pouvoir on pourrait assurer l'émancipation des travailleurs.

De plus, il nous faut bien constater que, dans le système bonapartiste de plus en plus autocratique et de surcroît, subsidiaire du «Saint Empire Romain Germanique», aucune illusion n'est permise... Plus que jamais «l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes» ce qui, selon moi, implique la reconstruction d'une véritable Internationale ouvrière qui serait à l'image de la première et ne devrait rien aux sinistres palinodies de la deuxième et de la troisième.

De ce point de vue, on doit reconnaître à Ségolène Royal (à laquelle certains de nos «reconstructeurs» ont fait publiquement référence) une certaine franchise. Après son pèlerinage à «Jeanne d'Arc», en réclamant un «ordre juste» fondé sur la pseudo «démocratie participative» elle annonce clairement la couleur. Sainte Marie Ségolène puise son inspiration chez Herr Ratzinger, ce «pape allemand» aux origines politiques incertaines qui, dans la droite ligne de Pie XII, écrit:

«...la construction d'un ordre juste de la société et de l'Etat, par lequel est donné à chacun ce qui lui revient, est un devoir fondamental, que chaque génération doit à nouveau affronter. S'agissant d'un devoir politique, cela ne peut pas être à la charge immédiate de l'Eglise. Mais, puisque c'est en même temps un devoir humain primordial, l'Eglise a le devoir d'offrir sa contribution spécifique... »

Nous n'avons pas besoin d'un Etat qui régent et domine tout, mais au contraire d'un Etat qui reconnaisse généreusement et qui soutienne, dans la ligne du principe de subsidiarité, les initiatives qui naissent des différentes forces sociales et qui associent spontanéité et proximité avec les hommes ayant besoin d'aide. L'Eglise est une de ces forces vives...» (1).

La messe est dite... Décidément, ce monde là n'est pas le mien!

Alexandre HEBERT.

(1) cité par Michel et François Godicheau: «Cléricalisme et ordre public». LA RAISON n°522 - juin 2007.